

**Assemblée générale**

Distr. générale
22 septembre 2003

Original: français

Cinquante-huitième session

Point 12 de l'ordre du jour

Rapport du Conseil économique et social**Lettre datée du 12 septembre 2003, adressée
au Secrétaire général par le Représentant permanent
du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies**

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, ci-joint, le texte de la Déclaration de Marrakech adoptée par le quatrième Forum global, qui a eu lieu à Marrakech, du 11 au 12 décembre 2002, sur le thème « Citoyens, entreprises et États : dialogue et partenariats pour la promotion de la démocratie et du développement » (voir annexe).

Le Forum a été organisé par le Royaume du Maroc avec l'appui du Département des affaires économiques et sociales du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies. Plus de 1 000 participants, en provenance de 120 pays, ont participé aux travaux de ce forum, parmi lesquels trois vice-présidents, trois premiers ministres et 46 ministres, ainsi que plusieurs dizaines de hauts responsables internationaux, de responsables d'entreprise et d'organisations non gouvernementales, d'universitaires, etc.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de la cinquante-huitième session de l'Assemblée générale, au titre du point 12 de l'ordre du jour.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Mohamed **Bennouna**



Annexe

Le quatrième Forum global sur la redéfinition du rôle de l'État

**Citoyens, entreprises et États : dialogue et partenariats pour la promotion de la démocratie et du développement
(Marrakech, 11-13 décembre 2002)**

Déclaration de Marrakech

Nous, les participants au quatrième Forum global sur la redéfinition du rôle de l'État, tenu à Marrakech (Maroc), du 11 au 13 décembre 2002, sur le thème : « Citoyens, entreprises et États : dialogue et partenariats pour la promotion de la démocratie et du développement », avons approuvé la déclaration suivante :

I. Préambule

Le quatrième Forum global sur la redéfinition du rôle de l'État, organisé par le Gouvernement du Royaume du Maroc, en collaboration avec l'Organisation des Nations Unies, a permis aux représentants des gouvernements, des organismes internationaux, des entreprises et des organisations non gouvernementales (ONG) de se rencontrer et de discuter des questions de la bonne gouvernance, du développement durable, et de la modernisation de l'administration publique. Cette quatrième édition du Forum global succède aux trois éditions précédentes organisées respectivement à Washington en 1999 par le Gouvernement des États-Unis, à Brasilia en 2000 par le Gouvernement brésilien, et à Naples en 2001 par le Gouvernement italien. Le Forum a été précédé par plusieurs ateliers organisés par les Nations Unies et financés par le Gouvernement de l'Italie.

Faisant référence à la déclaration de Johannesburg (septembre 2002) dans laquelle le dialogue et les partenariats ont été identifiés comme une plate-forme appropriée pour la démocratie et le développement, les participants au quatrième Forum global ont discuté la possibilité de rendre la culture du dialogue et des partenariats entre les citoyens, le secteur privé et les gouvernements le vecteur du renforcement de la démocratie et du développement.

Les sessions du Forum global ont été consacrées aux quatre thèmes principaux suivants :

- % Renforcement des politiques publiques pour promouvoir les partenariats entre le gouvernement, la société civile et le secteur privé;
- % Redéfinition du rôle de l'État et de son cadre de régulation;
- % Promotion des partenariats locaux et régionaux pour le développement économique;
- % Culture, valeurs et développement dans le contexte de la mondialisation.

Les participants expriment leur entière reconnaissance et leur profonde gratitude à S. M. Mohammed VI, Roi du Maroc, pour le grand privilège qu'il a porté au Forum en lui accordant son Message royal et son Haut patronage. Les participants prient Monsieur le Président du Comité d'organisation de bien vouloir

lui adresser, en leur nom, un message de remerciements et de gratitude. Ils remercient chaleureusement le Gouvernement du Royaume du Maroc pour la parfaite organisation de cet important événement et les Nations Unies et les autres partenaires internationaux pour leur soutien à cette manifestation.

II. Interrogations sous-jacentes

II.1 L'objectif ultime des concepts de gouvernance et de bon gouvernement et leur soubassement de principe devraient demeurer l'exercice démocratique du pouvoir et de l'autorité de manière efficace, efficiente et légitime en vue d'atteindre les objectifs socioéconomiques. Pendant les deux dernières décennies, la gouvernance est devenue une préoccupation pour les pays développés autant que pour ceux en voie de développement, surtout qu'ils affrontent tous, en ce début de siècle, les mêmes types de problèmes, quoique à des ampleurs différentes : corruption, crise constitutionnelle, stagnation économique, conflits ethniques, et criminalité croissante. À cette liste de problèmes peuvent s'ajouter les guerres civiles, le terrorisme, les extrémismes, la famine et les épidémies.

II.2 Dans l'ordre mondial actuel, les problèmes liés à la gouvernance transcendent les frontières nationales. Les préoccupations majeures telles que la réforme du marché financier international et des termes de l'échange, la maîtrise des impacts de la pollution sur l'environnement, les risques du réchauffement du globe et les épidémies, les vagues d'émigration et de réfugiés, la lutte contre la pauvreté extrême, l'accès à la santé et aux soins, à l'eau et à la nourriture, l'urbanisation galopante, sont certainement des problèmes de gouvernance qui exigent une coopération internationale. La résolution de ces problèmes entraînera éventuellement la nécessité de souscrire à un partage de souveraineté sur des questions habituellement traitées par les nations d'une façon individuelle.

II.3 Les technologies de l'information et de la communication (TIC) ont permis un plus grand accès des citoyens à l'information, alors que les réseaux informatiques ont ouvert aux leaders politiques et aux groupes organisés de citoyens de nouvelles voies pour communiquer. Ainsi, l'expansion de la télévision a changé la conduite et le déroulement des élections et la manière avec laquelle les gouvernements et les politiciens gèrent leur image. Cela veut dire que dans plusieurs situations, les TIC ont contribué à la diffusion des bonnes pratiques démocratiques à travers la planète. Par exemple, dans les sujets tels que les droits de l'homme, les droits environnementaux et les approches démocratiques, quelques normes gagnent de plus en plus une certaine acceptation et un certain soutien international. Cependant, le besoin existe d'atténuer les risques d'utilisation abusive de ces TIC pour les libertés de base et les droits de l'homme.

II.4 Se diriger vers une gouvernance démocratique et une bonne gouvernance exige qu'une attention particulière soit consacrée à trois processus interdépendants : i) construire l'égalité dans les relations sociales; ii) développer les activités productives et élargir les marchés; et iii) se diriger vers une société qui a des institutions qu'elle reconnaît et qu'elle accepte comme étant les siennes. Les processus de démocratisation sociale devraient viser à réduire les inégalités extrêmes (lesquelles créent des exclusions incompatibles avec la démocratie); promouvoir le respect des droits de l'homme; fournir les services sociaux de base; et développer la société civile.

II.5 L'expérience acquise dans plusieurs régions à travers le monde indique qu'il n'y a aucune incompatibilité entre la démocratie, d'une part, et la croissance économique et la modernisation, de l'autre. De plus, le nouveau contexte pour la croissance économique exige une plus grande flexibilité, une adaptation accrue, et des réactions rapides de la part des entreprises, des gouvernements et de la société civile. Seul un système politique ouvert, transparent, décentralisé et participatif peut fournir une configuration propice aux acteurs engagés dans la production, à la société civile, et aux gouvernements afin de développer des liens efficaces de partenariats dans le but de répondre aux demandes de la modernisation économique et de la compétition internationale. Seul un tel système peut permettre un dialogue fructueux parmi les citoyens, les entreprises et les gouvernements en vue de résoudre le large éventail de questions sociales et d'assurer la participation de tous les citoyens à la création d'une bonne gouvernance.

II.6 Dans le mouvement vers l'établissement de ces dialogues et partenariats qui mènent à une société organisée, à un système productif efficace, et à un état représentatif et décentralisé qui fait face aux intérêts et aux demandes des différents groupes sociaux, il y a un obstacle majeur qui doit être surmonté : il concerne l'identité nationale et le besoin de se fixer des buts partagés à atteindre dans le long terme. L'identité nationale est une construction permanente; c'est un processus dynamique à travers lequel chaque génération s'efforce de trouver un rapport harmonieux entre les valeurs du passé et celles qui doivent être établies pour répondre aux défis du nouveau monde global. Par conséquent, on doit trouver de nouvelles voies pour réconcilier les valeurs d'identité locale et les valeurs partagées à l'échelle universelle. Ces dernières sont des valeurs qui lient les citoyens à leur communauté et les engagent en même temps à partager une vision du futur basée sur la solidarité, la confiance et le respect mutuel, le comportement moral, la conscience environnementale, l'exercice responsable de l'autorité, et le traitement des autres en tant qu'égaux, etc. On se trouve ici au coeur de l'interaction étroite entre la culture et le développement dans le contexte d'une mondialisation humanisée.

III. Recommandations générales sur les bonnes pratiques

III.1 Faire participer les citoyens dans la redéfinition du rôle de l'État

Les citoyens libres, responsables et créateurs sont des éléments constitutifs fondamentaux pour la mise en place de toute démocratie. Cependant, la redéfinition du rôle de l'État signifie le rendre proche des citoyens, et placer ces derniers au coeur des processus politiques.

La bonne gouvernance ne peut pas être fondée seulement sur la bonne volonté des dirigeants ou sur des conceptions sages établies par des experts; c'est un processus par lequel les citoyens prennent le leadership pour mener et maîtriser leur propre destin. Le déclenchement ou le renforcement de l'autonomie de tels citoyens exige : une éducation et une formation de haute qualité et de long terme pour tous; une protection stricte, partout dans le monde, des libertés fondamentales et des droits de l'homme; l'élargissement de la concurrence et la participation démocratiques; la réduction des fardeaux bureaucratiques et du comportement autoritaire; et l'encouragement des initiatives créatrices parmi les citoyens.

III.2 Encourager les communautés locales à prendre en main leur bien-être

Les états-nations centralisés ont exercé des fonctions historiques de progrès. De nos jours, avec une vie sociale devenue plus complexe, les problèmes collectifs inhérents à la vie quotidienne sont devenus plus diversifiés, tandis que, de plus en plus, les citoyens exigent une meilleure qualité d'éducation et deviennent donc conscients des enjeux de la vie démocratique moderne et désireux de prendre en main leurs propres affaires. L'autorité centrale n'est plus capable de répondre à toutes les attentes. Dorénavant, la redéfinition du rôle de l'État signifie reconstruire l'État, à travers une approche ascendante. Puisque les meilleures solutions aux problèmes réels du monde sont celles du terrain, les communautés locales doivent garder ou récupérer le pouvoir nécessaire, le personnel et les ressources nécessaires en vue d'affronter les problèmes collectifs qui les concernent.

III.3 Encourager les entreprises à gérer la croissance durable et la richesse

La croissance économique est un moteur puissant pour le bien-être des êtres humains. Les entreprises sont devenues des acteurs publics aux niveaux local, national et mondial. Les entreprises développent des liens de partenariats et/ou des relations de sponsoring avec les syndicats, les médias, les clubs de sports, les universités, les cercles d'art, les associations philanthropiques, et d'autres ONG. La promotion de ces entreprises est dorénavant un outil important pour ouvrir les sociétés et améliorer leur système de gouvernance. Les gouvernements, les acteurs sociaux et les entreprises devraient tâcher d'améliorer la confiance, le dialogue et la coopération entre eux. Ceci nécessite des politiques qui s'opposent à la concurrence déloyale, tels que les privilèges monopolistiques ou bureaucratiques et les contraintes administratives compliquées et bureaucratiques inutiles. En particulier, les petites entreprises, étant les plus grands générateurs d'emploi, méritent une aide spéciale avec le financement, l'assistance technique et l'allègement des impôts, tandis que les grandes entreprises doivent être impliquées davantage dans le développement des petites. En retour, des efforts spéciaux doivent être faits afin de ramener toutes les entreprises, et plus particulièrement les multinationales et les transnationales, à respecter les normes environnementales, le droit du travail, les règles de commerce loyal, etc. Surtout, les entreprises sont invitées à contribuer adéquatement à supprimer les inégalités, à respecter les lois qui interdisent le travail des enfants, et à se dévouer complètement à assurer un développement humain durable.

III.4 Mobiliser la société civile pour relever les défis sociaux et culturels

L'apparition des organisations de la société civile de société (ONG) en tant que force d'entraînement vers un meilleur futur humain est un événement important de nos jours. Ces organisations ont confirmé leurs accomplissements dans des domaines tels la défense des droits de l'homme, la protection de l'environnement, l'amélioration du statut de la femme, l'amélioration, le développement local, les soins de santé, l'éducation et l'alphabétisation, le travail humanitaire et social de lutte contre la pauvreté, l'exclusion, etc. Les gouvernements et les institutions

internationales sont invités à s'appuyer davantage sur les ONG pour initier des projets à exécution appropriés concernant des problèmes collectifs. Les ONG, d'autre part, doivent intensifier leurs réseaux d'échanges entre les communautés et les nations dans le monde entier.

III.5 Amener les gouvernements à être pleinement responsables et comptables

Les peuples ont besoin de gouvernements meilleurs et allégés qui cultivent les qualités des forces réelles sur la base de l'adaptation et de la flexibilité non les défauts du poids inutile. Tant que les citoyens, les communautés locales, les entreprises et la société civile jouent honnêtement leur rôle, ils peuvent alléger les États des charges qui ne sont pas nécessaires, les autorisant ainsi à focaliser sur leurs missions essentielles de mettre au point les stratégies appropriées, de veiller à l'équité et à la qualité des normes et des règles, d'assurer des réglementations justes et efficaces, de faciliter la résolution des conflits, d'évaluer les politiques publiques de façon indépendante et de gérer de manière responsable les risques et les incertitudes qui font partie de leur mission. Ces missions sont amenées dans un cadre de concertation étroite avec les partenaires sociaux et les ONG, et à travers des délibérations démocratiques dans le processus de prise de la décision. L'application des politiques publiques doit être conduite en collaboration avec les citoyens, les populations, et les partenaires concernés. Le suivi des actions, leur évaluation doivent se faire de façon publique, en termes de coûts et de bénéfices, d'échecs ou de réussite d'impact de fond ou de marge, etc.

III.6 Créer et développer de nouveaux types de partenariats

Il y a de nos jours de larges perspectives pour des partenariats fructueux dans des domaines nouveaux, avec des instruments nouveaux, pour des acteurs nouveaux. Le principe sous-jacent à des actions aussi variées que les beaux-arts, la gestion des eaux usées, le lancement de petits projets dans des villages ruraux éloignés, ou de grands projets à l'échelle mondiale et celui de la synergie.

Les expériences réussies de partenariats imaginatifs qui ont concouru à résoudre des problèmes collectifs et à créer des environnements favorables pour le travail de tous les jours sont nombreuses. On ne doit ménager aucun effort pour disséminer ces expériences et partager leurs résultats, capitaliser sur leurs enseignements pour construire des types de partenariats nouveaux et mieux adaptés. Les ONG, les entreprises, les communautés locales et les services étatiques sont invités à adopter des approches proactives de partenariat.

III.7 Utiliser les TIC pour réinventer le gouvernement

Les expériences pionnières montrent que les TIC fournissent les instruments pour réussir des partenariats en vue de réinventer les gouvernements et soutenir le développement économique et social. Ces technologies permettent l'information instantanée des citoyens et des gouvernements, facilitent les procédures administratives, donnent aux usagers l'opportunité de suivre la progression de leurs dossiers et d'interagir avec le système, et garantissent l'accès rapide et équitable de

toutes les compétitions à l'information, quand il s'agit de soumissionner, d'examiner, de sélectionner, etc.

La protection de la vie privée des citoyens est une nécessité, autant que l'établissement de canaux de communication entre les citoyens et leur peuple. Plus important, les TIC sont en mesure de déraciner la bureaucratie, de permettre de lutter contre la corruption et de fournir une interface neutre entre les fonctionnaires et les usagers. En conséquence, la mise en oeuvre progressive du système e-Government apparaît comme un défi à relever par les États démocratiques. Même dans les pays développés, la résolution informatique a le potentiel d'accélérer le processus démocratique.

III.8 Améliorer la solidarité globale en vue de faire du monde une place meilleure

La réinvention du gouvernement est un défi encore plus urgent, quand il s'agit d'améliorer les conditions de vie de milliards de gens qui affrontent la pauvreté, les maladies, l'analphabétisme, l'accès limité à l'eau, et qui souffrent de conflits ethniques, religieux ou nationaux. Il y a aujourd'hui un problème d'accès inégal aux avantages fournis par la globalisation entre pays développés et pays en voie de développement. La vision d'un monde unique et d'une humanité interdépendante n'est pas conséquente avec un tel fossé. Bien plus la dictature et l'extrémisme trouvent un terrain favorable dans la pauvreté. Aussi, pour des raisons aussi bien éthiques que politiques, le leadership n'est pas seulement un privilège, c'est aussi une responsabilité. Les grandes puissances doivent obéir sous les auspices des Nations Unies au même standard dans les questions de maintien de la paix, de la résolution des conflits, de la préservation de l'environnement, etc.

La situation en Afrique, à ce propos, mérite une attention particulière. L'Afrique peut rompre le cercle vicieux de la pauvreté, des conflits et des souffrances et dépasser les pièges du développement. Le nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique est, en effet, une grande initiative vers ce but. Son succès exigera une forte solidarité internationale dans ce but, l'accès sans obstacles au marché international, la mobilité des capitaux et des technologies, et la gestion appropriée de la dette publique sont des solutions à envisager.

III.9 Construire l'universalisme sur la base du respect et du dialogue entre toutes les cultures

L'héritage de la civilisation humaine s'étend parallèlement au processus de sa propre construction. Les valeurs universellement partagées ainsi que les normes et les connaissances apportent une dimension culturelle universelle forte. Cependant, la globalisation ne doit pas éliminer les cultures locales, tandis que ces dernières ne doivent pas tourner le dos à l'universalisme.

Cette tendance lourde peut se faire sur la base de la promotion des valeurs de base qui permettent aux peuples d'horizons divers de vivre ensemble en paix et d'avoir une interaction fructueuse. Les principes de base sont la tolérance et le respect mutuel. À cet égard, chaque culture, chaque civilisation peut, légitimement, être critique vis-à-vis des autres mais elle doit aussi être critique vis-à-vis d'elle-

même. Jamais l'humanité n'a partagé autant un destin commun. La globalisation semble être un processus irréversible, mais doit être maîtrisée. Tous les participants à ce processus complexe, y compris les organisations internationales, les gouvernements, les ONG, les entreprises, les milieux académiques ou artistiques, etc. sont de plus en plus conscients de ces enjeux, des opportunités qu'elle offre et des risques qu'elle contient.

III.10 Accroître le soutien de la part des partenaires internationaux du développement

Afin de soutenir les gouvernements des pays en voie de développement, il est nécessaire que la communauté internationale, y compris les organisations bilatérales et multilatérales, fournissent le support aux mécanismes d'échange des expériences et de l'innovation portant sur la gouvernance et l'administration publique à travers les organisations tels le réseau de l'Administration publique des Nations Unies (UNPAN) et la conférence sur les anciennes démocraties et les démocraties restaurées prévue en Mongolie en juin 2003. À cet égard, les participants ont accueilli avec satisfaction la dernière résolution de l'Assemblée générale invitant le Secrétariat général des Nations Unies à poursuivre son soutien substantiel au futur Forum global.

Dans cet esprit, il est demandé aux Nations Unies, à la Banque mondiale, à l'OCDE, aux pays donateurs, et aux autres entités internationales de renforcer davantage leurs actions pour la bonne gouvernance et l'utilisation de TIC pour la démocratie et le développement.

Il est aussi demandé que le NEPAD, un nouvel acteur dans le système de gouvernance internationale, accorde une attention soutenue aux réformes et aux processus de démocratisation en Afrique et de chercher des partenariats aussi bien dans les pays développés que dans les pays en voie de développement pour atteindre ces buts.

Enfin, nous demandons aux ONG, aux entreprises privées et aux gouvernements, aussi bien dans les pays développés qu'en voie de développement, d'agir de manière synergique afin de réduire le fossé séparant les citoyens de leurs gouvernements, de développer la confiance mutuelle et d'appliquer une vision commune sur le développement social et économique durable.

III.11 Suivi par le Gouvernement du Royaume du Maroc

Réitérant leurs profonds et sincères remerciements au Gouvernement du Maroc, les participants suggèrent que le Maroc, leader du Groupe des 77 en 2003, initie une action appropriée en vue d'assurer des recommandations précédentes auprès des leaders du monde, des organisations internationales, des ONG, et des acteurs de la société civile.

III.12 Cinquième Forum global

Les participants ont accueilli avec satisfaction la généreuse invitation du Gouvernement du Mexique pour abriter le cinquième Forum global dans la ville de Mexico en novembre 2003.
